

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

**Art. 16.** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 décembre 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

C. FREMAULT

—————  
Note

*Session ordinaire 2017-2018*

Documents du Parlement :

A-573/1 Projet d'ordonnance.

A-573/2 Rapport.

Compte rendu intégral : 17 novembre 2017.

Discussion et adoption : séance du vendredi 17 novembre 2017.

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

**Art. 16.** Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2018.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 december 2017.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

—————  
Nota

*Gewone zitting 2017-2018*

Documenten van het Parlement :

A-573/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-573/2 Verslag.

Integraal verslag : 17 november 2017.

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 17 november 2017.

## ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES

[C – 2017/31887]

**30 NOVEMBRE 2017. — Arrêté 2017/881 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'exécution du décret du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française**

## LE COLLÈGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission Communautaire française, **les articles 3, § 6, 4 § 3 et 6;**

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes du 15 juin 2017;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la situation des personnes handicapées du 15 juin 2017;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné le **6 juillet 2017;**

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 août 2017;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 30 novembre 2017;

Vu l'avis n° 62.205/4 du **Conseil d'Etat, donné le 25 octobre 2017** en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Membre du Collège chargée de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret de la Commission communautaire française du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française;

2° le Collège : le Collège de la Commission communautaire française, visé à l'article 2, 1° du décret;

3° le Service PHARE : le Service Personne Handicapée Autonomie Recherchée, visé à l'article 2, 3° du décret;

4° la personne handicapée : la personne visée à l'article 2, 5° du décret;

5° l'incidence : l'incidence visée à l'article 2, 10° du décret.

6° le Conseil consultatif : le Conseil consultatif visé à l'article 2, 11° du décret;

7° les directions d'administration : les directions d'administration au sein des services du Collège de la Commission communautaire française;

8° l'Administration : les Services du collège de la Commission communautaire française;

9° UNIA : le Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations;

10° plan : le document reprenant les éléments présentés par le Collège en application de l'article 3, § 2, du décret.

#### CHAPITRE II. — *Groupe de coordination et coordinateurs*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. En exécution de l'article 6 du décret, il est institué un groupe de coordination chargé d'assurer la mise en œuvre du décret.

Le groupe de coordination, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est composé comme suit :

1° d'un représentant de chaque membre du Collège;

2° de coordinateurs, agent de niveau 1 ou 2 +, désignés, à raison d'un coordinateur par direction d'administration, par le Fonctionnaire dirigeant de l'Administration.

Un suppléant est désigné, selon le même mode, pour chacun des membres du groupe de coordination.

§ 2 Deux membres du Conseil consultatif, dont un spécialisé en accessibilité, ainsi qu'un membre d'UNIA, sont invités aux réunions du groupe de coordination.

§ 3. Le groupe de coordination est présidé par le représentant du Membre du Collège chargé de la politique de l'aide aux personnes handicapées.

§ 4. Au début de chaque législature, lorsque le Collège est installé, la composition des représentants visés à l'alinéa 2, 1° est renouvelée.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le groupe de coordination est chargé des missions générales suivantes :

1° stimuler, orienter et contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de handstreaming, notamment par la diffusion et l'utilisation d'outils, d'instruments et de méthodes dans l'ensemble des politiques;

2° promouvoir la collaboration, la circulation de l'information et l'échange de bonnes pratiques avec d'autres services publics régionaux et communautaires;

3° organiser une concertation et une coordination permanente entre l'Administration et les membres du Collège;

4° solliciter et prendre en compte les travaux du Conseil Consultatif.

§ 2. Le groupe de coordination, en concertation avec le Conseil Consultatif, est chargé des missions particulières suivantes :

1° élaborer, sur la base des priorités définies par le Collège pour la législature, le projet de plan relatif au handstreaming qui comprend notamment les objectifs stratégiques visés à l'article 3, § 2 du décret, ainsi que les moyens visant à la réalisation de ces objectifs.

Le projet de plan est transmis au Membre du Collège chargé de la politique de l'aide aux personnes handicapées, lequel le soumet à l'approbation du Collège au plus tard dans l'année qui suit la date de formation du nouveau Collège.

2° préparer et coordonner les projets de rapport intermédiaire et de rapport de fin de législature visés à l'article 3, § 3 du décret, et en assurer le suivi.

**Art. 5.** Le groupe de coordination adopte un règlement d'ordre intérieur dans les trois mois qui suivent la date de son installation, par majorité des deux tiers de ses membres ou, à défaut, lors de sa prochaine réunion, à la majorité simple de ses membres.

Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Membre du Collège chargé de la politique de l'aide aux personnes handicapées.

En cas de renouvellement du groupe de coordination, sauf adoption d'un nouveau règlement d'ordre intérieur, le règlement antérieur reste en vigueur.

Le secrétariat du groupe de coordination est assuré par le Service PHARE.

#### CHAPITRE III. — *Mission du coordinateur*

**Art. 6.** Les missions principales du coordinateur, désigné par le Collège en application de l'article 7 du décret, sont précisées de la manière suivante :

1° préparer la contribution de la direction d'administration dont il dépend en vue de l'élaboration des rapports visés à l'article 3, § 3 du décret;

2° veiller à l'application de l'handstreaming, au sein de la direction d'Administration dont il dépend, en exécution de l'article 4 § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret, dans toutes les politiques, mesures et actions, dont les procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides;

3° assurer, en application de l'article 4 § 2 du décret, le suivi de l'handstreaming dans les instruments de planification stratégique au sein de la direction d'Administration dont il dépend;

4° assurer le suivi et le partage des données statistiques visées à l'article 5 du décret;

5° préparer la contribution de la direction d'administration dont il dépend au projet de plan visé à l'article 8 du décret;

6° organiser des formations relatives au handstreaming;

7° diffuser, au sein de la direction d'Administration dont il dépend, l'information relative au handstreaming.

**Art. 7.** Le Fonctionnaire dirigeant de l'Administration veille à ce que le coordinateur dispose de tous les moyens nécessaires en vue d'assurer la coordination interne nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

Le fonctionnaire dirigeant de l'Administration s'assure de l'application du handstreaming au sein de son Administration.

CHAPITRE IV. — *Mise en œuvre du handistreaming par le Collège*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le plan précise pour chaque membre du Collège :

- 1° les objectifs stratégiques que le membre du Collège entend réaliser, en incluant les types de handicap visés par l'objectif;
- 2° les délais de mise en œuvre de ces objectifs stratégiques;
- 3° une estimation des moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs.

§ 2. Pour tout projet d'acte législatif ou réglementaire, la note au Collège relative au projet expose l'incidence de celui-ci sur la situation des personnes handicapées, en exécution de l'article 4, § 2 et 3 du décret.

La note au Collège visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> expose d'une part, la limitation d'activité ou de participation sociale constatée par les personnes handicapées et, d'autre part, les moyens mis en œuvre pour y remédier.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives et finales*

**Art. 9.** L'article 5 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 septembre 1997 portant exécution du décret du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé et fixant sa date d'entrée en vigueur est complété in fine par l'alinéa suivant :

« **Au moins un des membres est un spécialiste en accessibilité** ».

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur belge* :

**Art. 11.** Le Membre du Collège est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 novembre 2017.

Par le Collège :

F. LAANAN,  
Ministre-Présidente du Collège  
chargée du Budget.

C. FREMAULT,  
Ministre, Membre du Collège chargée de la  
Politique d'Aide aux Personnes handicapées.

## VERTALING

VERENIGDE VERGADERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/31887]

30 NOVEMBER 2017. — **Besluit 2017/881 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van het decreet van 15 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie**

## HET COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, **inzonderheid de artikelen 3, § 6, 4 § 3 en 6;**

Gelet op het evaluatieverslag van de impact op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 15 juni 2017;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact op de situatie van personen met een handicap van 15 juni 2017;

Gelet op het advies van de afdeling 'Personen met een handicap' van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op **6 juli 2017;**

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 augustus 2017;

Gelet op het akkoord van het Collegelid, belast met de begroting, gegeven op 30 november 2017;

Gelet op advies nr.62.205/4 **van de Raad van State, gegeven op 25 oktober 2017** in toepassing van artikel 84, § 1, 1ste lid 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Het besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals bedoeld in artikel 2, 1° van het decreet;

3° de Dienst PHARE : de Service Personne Handicapée Autonomie Recherchée, bedoeld in artikel 2, 3° van het decreet;

4° de gehandicapte persoon : de persoon bedoeld in artikel 2 5°, van het decreet;

5° het gevolg : de impact zoals bedoeld in artikel 2, 10° van het decreet.

6° de Adviesraad : de Adviesraad zoals bedoeld in artikel 2, 11° van het decreet;

7° de bestuursdirecties : de directies van het bestuur binnen de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

8° het Bestuur : de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

9° UNIA : het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding;

10° plan : het document met de elementen die door het College in toepassing van artikel 3, § 2, van het decreet voorgesteld zijn.

#### HOOFDSTUK II. — *Coördinatiegroep en coördinatoren*

**Art. 3.** § 1. In uitvoering van artikel 6 van het decreet wordt er een coördinatiegroep opgericht die moet zorgen voor de uitvoering van dit decreet.

De coördinatiegroep, zoals bedoeld in lid 1, is als volgt samengesteld :

1° één vertegenwoordiger van elk Collegelid;

2° coördinatoren, medewerkers van niveau 1 of 2 +, door de Leidinggevende ambtenaar van de Administratie aangesteld naar rato van 1 coördinator per bestuursdirectie.

Er wordt voor ieder van de leden van de coördinatiegroep op dezelfde manier een opvolger aangesteld.

§ 2 Twee leden van de Adviesraad, waarvan er één gespecialiseerd is in toegankelijkheid, alsook een lid van UNIA, worden uitgenodigd op de vergaderingen van de coördinatiegroep.

§ 3. De coördinatiegroep wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van het Collegelid bevoegd het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap;

§ 4. Bij aanvang van elke legislatuur wordt de samenstelling van de vertegenwoordigers, bedoeld in lid 2 1°, vernieuwd wanneer het College zijn intrek neemt.

**Art. 4.** § 1. De coördinatiegroep is belast met de volgende algemene opdrachten :

1° het stimuleren en sturen van en bijdragen aan de uitvoering van de handisrteamingstrategie, met name via de verspreiding en het gebruik van tools, instrumenten en methodes in het hele beleid;

2° het bevorderen van samenwerking, het verspreiden van informatie en het uitwisselen van goede praktijken met andere gewestelijke overheidsdiensten en gemeenschapsdiensten;

3° het organiseren van overleg en permanente coördinatie tussen de Administratie en de Collegeleden;

4° het verzoeken van en rekening houden met de werkzaamheden van de Adviesraad.

§ 2. De coördinatiegroep is, in overleg met de Adviesraad, bevoegd voor de volgende bijzondere opdrachten :

1° op basis van de voor de legislatuur door het College opgestelde prioriteiten, het uitwerken van het ontwerpplan voor handistreaming, dat met name de strategische doelstellingen omvat die bedoeld worden in artikel 3, § 2 van het decreet, en de middelen ontwikkelen ter verwezenlijking van die doelstellingen.

Het ontwerp van het plan wordt aan het Collegelid bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap bezorgd, die het ter goedkeuring voorlegt aan het College, uiterlijk in het jaar dat volgt op de datum van de vorming van het nieuwe College;

2° het voorbereiden en coördineren van de ontwerpen van het tussentijdse verslag en van het verslag aan het einde van de legislatuur, zoals bepaald in het artikel 3, § 3 van het decreet, en er de opvolging van verzekeren.

**Art. 5.** De coördinatiegroep neemt binnen de drie maanden volgend op de datum van zijn oprichting een huishoudelijk reglement aan, bij tweederdemeerderheid van de leden of, wanneer dat quotum niet wordt gehaald, tijdens de volgende vergadering met een eenvoudige meerderheid van de leden.

Het huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het Collegelid dat voor het beleid van bijstand aan personen met een handicap bevoegd is.

In het geval van een hernieuwing van de coördinatiegroep blijft het huishoudelijk reglement van toepassing, behalve wanneer er een nieuw reglement wordt aangenomen.

Het secretariaat van de coördinatiegroep wordt waargenomen door de Dienst VAPH.

#### HOOFDSTUK III. — *Opdracht van de coördinator*

**Art. 6.** De belangrijkste opdrachten van de coördinator, die in toepassing van artikel 7 van het decreet door het College wordt aangeduid, worden als volgt nader beschreven :

1° de bijdrage van zijn of haar bestuursdirectie voorbereiden waar hij van afhangt, met het oog op het opstellen van de verslagen zoals bedoeld in artikel 3, § 3 van het decreet;

2° toezien op de toepassing van handistreaming, binnen zijn bestuursdirectie waar hij van afhangt, in uitvoering van artikel 4 § 1, 2de lid, van het decreet, in alle beleidslijnen, maatregelen en acties, waaronder de gunningsprocedures voor overheidsopdrachten en voor toekenning van subsidies;

3° in toepassing van artikel 4, § 2 van het decreet, zorgen voor de opvolging van handistreaming in de strategische planningsinstrumenten binnen zijn bestuursdirectie waar hij van afhangt;

4° de in artikel 5 van het decreet bedoelde statistische gegevens opvolgen en delen;

5° de bijdrage aan het ontwerpplan van zijn bestuursdirectie waar hij van afhangt, dat in artikel 8 van het decreet bedoeld wordt, voorbereiden;

6° opleidingen over handistreaming organiseren;

7° binnen zijn bestuursdirectie waar hij van afhangt, informatie over handistreaming verspreiden.

**Art. 7.** De leidend ambtenaar van het Bestuur ziet erop toe dat de coördinator over alle nodige middelen beschikt voor het verzekeren van de interne coördinatie die vereist is voor het verwezenlijken van zijn of haar opdrachten.

De leidend ambtenaar van het Bestuur verzekert de toepassing van handistreaming binnen zijn Bestuur.

#### HOOFDSTUK IV. — *Toepassing van handistreaming door het College*

**Art. 8.** § 1. Het plan preciseert voor elk Collegelid :

1° de strategische doelstellingen die het Collegelid van plan is te verwezenlijken, met inbegrip van de soort handicap waarop de doelstelling gericht is;

2° de termijnen voor de uitvoering van deze strategische doelstellingen;

3° een raming van de middelen die worden ingeschakeld om deze doelstellingen te bereiken.

§ 2. Voor elk ontwerp van wetgevende of regelgevende akte zet de nota aan het College met betrekking tot het ontwerp de gevolgen ervan op de situatie van de personen met een handicap uiteen, in uitvoering van artikel 4, § 2 en 3.

De in het 1ste lid bedoelde nota aan het College zet enerzijds de beperking van activiteit of van sociale participatie die door de personen met een handicap vastgesteld wordt uiteen, en anderzijds de middelen die worden ingezet om iets aan die beperking te doen.

HOOFDSTUK V. — *wijzigings- EN slotbepalingen*

**Art. 9.** Artikel 5 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 september 1997 houdende uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 tot oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding ervan, wordt in fine door het volgende lid aangevuld :

“Minstens een van de leden is een specialist in toegankelijkheid”.

**Art. 10.** Onderhavig besluit treedt in werking één maand nadat het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is :

**Art. 11.** Het Collegelid wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 30 november 2017.

Door het college :

F. LAANAN,  
Minister-president van het College  
bevoegd voor Begroting.

C. FREMAULT,  
Minister, Collegelid bevoegd voor  
Bijstand aan Personen met een handicap.

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/31774]

#### Agrément comme entreprise de sécurité en application de l'article 4 de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière

Par arrêté du 12/07/2017, M. FLOQUET DENYS, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale Securycam et ayant comme numéro d'entreprise 0668839051, est agréé comme entreprise de sécurité sous le numéro 20 2046 07 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 27/07/2017, l'entreprise NPR TECHNIC SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0629783089, est agréée comme entreprise de sécurité sous le numéro 20 2045 07 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 27/07/2017, l'entreprise OLIVER INVEST BELGIUM SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0637721847, est agréée comme entreprise de sécurité sous le numéro 20 2049 07 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 27/07/2017, M. DELEPAUL MAXIME, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale DEMATECH et ayant comme numéro d'entreprise 0811487746, est agréé comme entreprise de sécurité sous le numéro 20 2047 07 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 27/07/2017, l'entreprise AUVRAY-VISION SPRL, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale : AUVRAY-VISION SECURITY et ayant comme numéro d'entreprise 0675569564, est agréée comme entreprise de sécurité sous le numéro 20 2048 07 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 27/07/2017, M. CHRISTODOULOU DE GRILLET ARNAUD, ayant comme numéro d'entreprise 0860973879, est agréé comme entreprise de sécurité sous le numéro 20 2050 07 pour une période de cinq ans.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/31774]

#### Erkenning als beveiligingsonderneming in toepassing van artikel 4 van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

Bij besluit van 12/07/2017, wordt de heer FLOQUET DENYS, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming Securycam en met als ondernemingsnummer 0668839051, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 2046 07 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 27/07/2017, wordt de onderneming NPR TECHNIC BVBA, met als ondernemingsnummer 0629783089, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 2045 07 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 27/07/2017, wordt de onderneming OLIVER INVEST BELGIUM BVBA, als ondernemingsnummer 0637721847, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 2049 07 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 27/07/2017, wordt de heer DELEPAUL MAXIME, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming DEMATECH en met als ondernemingsnummer 0811487746, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 2047 07 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 27/07/2017, wordt de onderneming AUVRAY-VISION BVBA, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming : AUVRAY-VISION SECURITY, met als ondernemingsnummer 0675569564, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 2048 07 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 27/07/2017, wordt de heer CHRISTODOULOU DE GRILLET ARNAUD, en met als ondernemingsnummer 0860973879, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 2050 07 voor een periode van vijf jaar.